

Marché de prestations intellectuelles

Réhabilitation-extension du palais de justice de Perpignan

ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DU MOBILIER

Mars 2025

Règlement de consultation (RC)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 05 mai 2025 – 12h00

CONTENU

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1	OBJET DE L'OPERATION.....	3
1.2	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	MODE DE PASSATION.....	3
2.2	FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	3
2.3	NATURE DU MARCHE.....	4
2.4	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	4
2.5	VARIANTES ET PSE.....	4
2.6	DUREE DU MARCHE.....	4
2.7	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.8	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
2.9	LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
2.10	ALLOTISSEMENT.....	5
2.11	VISITE DE SITE.....	5
2.12	PRESTATIONS SIMILAIRES	5
3	Pièces constitutives du dossier de consultation	5
4	Présentation des candidatures et des offres	5
4.1	DOSSIER DE CANDIDATURE-CONDITIONS DE PARTICIPATION :	6
4.2	DOSSIER DE PRESENTATION DE L'OFFRE :	7
5	Jugement des candidatures & des offres.....	8
5.1	JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	8
5.2	JUGEMENT DES OFFRES	8
5.3	NEGOCIATIONS	9
6	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1	TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI	9
6.2	SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	10
6.3	TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE.....	10
6.4	ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT :	11
7	Renseignements complémentaires.....	12
8	Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	12
9	Voies de recours	12

1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de l'opération

L'opération consiste en la **réhabilitation et l'extension de l'actuel Tribunal Judiciaire de Perpignan**, dit Palais Arago, situé dans le centre historique de la ville, dans le secteur « Saint-Mathieu ». Le projet vise à regrouper sur un même site la Cour d'Assises, la Cour criminelle départementale et le Tribunal Judiciaire.

À ce jour, il est envisagé la réalisation d'une extension neuve de 9 000 m² SDP (surface de plancher) de construction neuve, et la réhabilitation des 3 300 m² SDP de l'existant, pour atteindre une SDP globale d'environ 14 500 m². Le projet comportera des espaces publics (salles d'audience, salle des pas perdus, ...), des espaces sécurisés (geôles, ...), des espaces tertiaires et des espaces logistiques.

L'opération est de type « ex Loi MOP ». La durée prévisionnelle du marché de maîtrise d'œuvre est de **80 mois**, dont environ **32 mois de travaux hors Opérations Préalables à la Réception (OPR), et hors Garantie de Parfait Achèvement (GPA) de 14 mois**.

1.2 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au suivi et au contrôle du projet mobilier de la maîtrise d'œuvre, à l'estimation quantitative des besoins du projet en termes de mobilier, à l'acquisition du mobilier n'étant pas spécialement conçu dans le cadre des marchés de travaux, au pilotage des différents marchés de fourniture de mobilier, et à la mise en place de ce mobilier dans le futur palais de Justice.

Dans le futur palais de Justice, une partie du mobilier sera directement conçue par la maîtrise d'œuvre. Il s'agira d'une partie du mobilier fixe faisant intrinsèquement partie du projet architectural et qui nécessite une fabrication spécifique. La réalisation de ce mobilier est prévue dans le cadre des marchés de travaux, et non des marchés de fourniture piloté par l'AMO mobilier.

L'autre partie du mobilier fixe, identifiée le cas échéant par la maîtrise d'ouvrage, sera comprise dans les commandes passées aux titulaires des marchés de fournitures de mobilier. Il en va de même pour l'ensemble du mobilier non-fixe, compris dans ces commandes.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché présente l'opération, donne le détail de la mission et définit ses limites par rapport à celles des autres intervenants.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée ouverte en application des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique.

2.2 Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

2.3 Nature du marché

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

2.4 Décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de tranche.

2.5 Variantes et PSE

La présentation de variante libre est interdite.

Il n'y a pas de variante imposée.

Il n'y a pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.6 Durée du marché

Le marché commence à sa date de notification.

La durée globale du marché est mentionnée dans l'article 5 de l'acte d'engagement (AE).

Les délais de remise des livrables sont mentionnés dans l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif au contenu détaillé des missions.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations décrites dans ce marché se dérouleront principalement à Perpignan, tout particulièrement pendant la phase de suivi de la mise en place du mobilier. Pendant les phases d'étude de conception, le candidat pourra être ponctuellement amené à se rendre au Kremlin-Bicêtre dans les locaux de la maîtrise d'ouvrage, ou à Paris dans les locaux de la maîtrise d'œuvre. Le cas échéant, la mise en place de visioconférence pourra être envisagée en fonction des attentes de la maîtrise d'ouvrage.

Les éventuels frais de déplacement seront compris dans l'offre du candidat, qui ne pourra exiger de rémunération supplémentaire à ce titre.

2.10 Allotissement

Sans objet. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.11 Visite de site

Il n'est pas prévu de visite de site (obligatoire ou facultative) pour cette consultation.

2.12 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

3 Pièces constitutives du dossier de consultation

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- le présent règlement de consultation
 - son annexe n°01 : cadre de réponse de candidature comprenant :
 - les chiffres d'affaires et effectifs des trois dernières années
 - les 3 références
 - son annexe n°02 : le cadre de réponse des temps passés
- l'Acte d'Engagement (AE), et son annexe :
 - annexe n°01 relative à l'acte spécial de sous-traitance.
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- La décomposition du prix global et forfaitaire,
- le cadre de mémoire technique,

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2722048&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

Certaines pièces du DCE, à compléter sont fournies en format Word ou Excel, afin de faciliter la prise en main des documents par les candidats. Les candidats sont invités à compléter ces documents mais il est interdit de les modifier.

4 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

4.1 Dossier de candidature-conditions de participation :

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché :

Situation juridique du candidat

1. Une lettre de candidature et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée (formulaire [DC1 version du 01/04/2019](#)) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse.
2. Si le(s) candidat(s) est (sont) en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ([DC2](#)) et à reporter dans le cadre de réponse (annexe 1 au présent règlement - EXCEL).

Capacités professionnelles et techniques

4. Trois (3) références, par membre du groupement le cas échéant, de moins de 3 ans, comparables à l'objet du marché (préciser pour chaque référence) à remplir dans le cadre de réponse (annexe 1 au présent règlement - EXCEL) :
 - le nom du donneur d'ordre (maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur),
 - ses coordonnées,
 - l'objet de l'opération
 - la nature de l'intervention (missions)
 - l'adresse de l'opération,
 - sa surface en m² de Surface De Plancher
 - son calendrier (début-fin)
 - le montant hors taxes du marché du candidat.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

5. Effectifs moyens annuels des 3 dernières années, à remplir dans le cadre de réponse (annexe 1 au présent règlement - EXCEL).

Si le candidat est dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), il peut justifier de ses capacités financières et de ses références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre,

pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sera globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Le candidat renseignera une adresse courriel valide dans le cadre de réponse candidature.

Rappel : certaines pièces du DCE, à compléter sont fournies en format Word ou Excel, afin de faciliter la prise en main des documents par les candidats. Les candidats sont invités à compléter ces documents mais il est interdit de les modifier.

4.2 Dossier de présentation de l'offre :

A - Un projet de marché comprenant :

1. **L'acte d'engagement (AE)** accompagnés éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (cf. modèle d'acte de sous-traitance en annexe n°1 de l'AE).

Tous les frais, y compris frais de déplacement, sont à inclure dans le montant de l'offre.

B - Un mémoire technique **à remplir selon le plan du cadre de mémoire transmis** ainsi que son annexe, portant sur l'organisation opérationnelle mise en place et comprenant :

1. Note de compréhension de la mission ;
2. Organisation et intervenants :
 - La liste nominative et sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération.
 - L'indication précise des tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, y compris la répartition des compétences spécifiques
 - La présentation des curriculum vitae ou équivalent des différents intervenants, y compris les spécialistes, et de leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération
3. Méthodologie :
 - La compréhension des enjeux de l'opération et de la mission ;
 - La méthodologie adoptée pour chacun des éléments de mission, et moyens techniques mis en place pour les réaliser.
4. Annexe au mémoire technique : exemples de livrables.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent Règlement de la Consultation.

C- Le cadre de rendu des temps passés par mission (cf. l'annexe 2 au présent règlement de consultation) ;

D – La Décomposition du prix global et forfaitaire.

Rappel : certaines pièces du DCE, à compléter sont fournies en format Word ou Excel, afin de faciliter la prise en main des documents par les candidats. Les candidats sont invités à compléter ces documents mais il est interdit de les modifier.

5 Jugement des candidatures & des offres

5.1 Jugement des candidatures

Conformément à l'article R.4144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur seront éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature. Le cadre de réponse de candidature doit être rempli et remis au pouvoir adjudicateur sous format natif (.xls ou similaire).

Nota : l'acheteur se réserve la possibilité d'analyser la candidature du seul candidat attributaire pressenti à l'issue de la phase d'analyse des offres.

5.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des deux critères suivants :

- le prix des prestations pour 30 %, apprécié au regard du montant global et forfaitaire mentionné dans l'AE
- la valeur technique de l'offre pour 70 % :
 - la compréhension du contexte du projet et de ses enjeux, telle qu'ils résultent du contenu du mémoire technique (5%)
 - la qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle envisagée, notamment les CV et l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission et la répartition des tâches, telles qu'ils résultent du contenu du mémoire technique (25%)
 - la qualité et la pertinence de la méthodologie proposée pour réaliser les missions, tel qu'il en résulte du contenu du mémoire technique, ainsi que les modèles de livrables présentés en annexe du mémoire technique (20%)
 - la pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel (cf. cadre de réponse des temps passés). (20%)

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

5.3 Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative, le pouvoir adjudicateur se réservant le droit d'attribuer directement le marché, sans négociation, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange par voie électronique ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

6 Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Transmission électronique du pli

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2722048&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits. Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

6.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

6.3 Transmission de la copie de sauvegarde

Suivant les dispositions de l'article de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature par voie électronique, peuvent adresser au

pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir avant la date limite de remise des offres.

En cas de transmission par voie papier, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« APIJ

ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DU MOBILIER

PALAIS DE JUSTICE DE PERPIGNAN

-Copie de sauvegarde-

Ne pas ouvrir »

En cas de transmission sur support papier ou support physique électronique, elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

6.4 Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

7 Renseignements complémentaires

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2722048&orgAcronyme=d3f>

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

En application des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites datant de moins de 12 mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (dans le cas où votre entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

9 Voies de recours

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du Code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.